BILAN	(en	milliers MAD)
ACTIF	30/06/2016	31/12/2015
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES	127 630	362 004
TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	5 865	6 710
A Vue	5 865	6 710
A Terme	- 14 669 255	14 922 336
CREANCES SUR LA CLIENTELE Crédits de Trésorerie et à la Consommation	3 513	1 682
Crédits à l'Equipement	14 626 298	14 862 412
Crédits immobiliers Autres Crédits	25 424 14 020	26 315 31 928
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créances	-	-
Titres de Propriété	-	-
AUTRES ACTIFS TITRES D'INVESTISSEMENT	50 590	58 479
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créances	- 25	- 25
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES CREANCES SUBORDONNEES	-	- 25
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN	_	_
LOCATION	4 0 4 0	700
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 040 54 941	766 56 271
TOTAL ACTIF	14 909 344	15 406 593
PASSIF	30/06/2016	31/12/2015
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE	00/00/2010	01/12/2010
DES CHEQUES POSTAUX		
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES A Vue	4 790 390	4 681 926
A Terme DEPOTS DE LA CLIENTELE	4 790 390	4 681 926
Comptes à Vue Créditeurs	-	
Comptes d'Epargne	-	-
Dépôts à Terme Autres Comptes Créditeurs	-	
TITRES DE CREANCE EMIS	7 213 905	8 006 219
Titres de Créance Négociables Emis Emprunts Obligataires Emis	4 456 661 2 757 244	5 200 065 2 806 153
Autres Titres de Créances Emis	-	-
AUTRES PASSIFS PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	103 047	44 065 -
PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNEES	-	-
ECARTS DE REEVALUATION RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	1 674 227	1 447 387
CAPITAL ACTIONNAIRES : CAPITAL NON VERSE	1 000 000	1 000 000
REPORT A NOUVEAU	-	
RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION RESULTAT NET DE L'EXERCICE	- 127 775	- 226 996
TOTAL PASSIF	14 909 344	15 406 593
HORS BILAN		milliers MAD)
HOUS DIEAN	30/06/2016	31/12/2015
ENGAGEMENTS DONNES	4 786 827	4 530 927
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	_	_

HORS BILAN	(en milliers MAD)		
	30/06/2016	31/12/2015	
ENGAGEMENTS DONNES	4 786 827	4 530 927	
Engagements de financement donnés en			
faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-	
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 786 827	4 530 927	
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-	
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-	
Titres achetés à réméré	-	-	
Autres titres à livrer	.	-	
ENGAGEMENTS RECUS	2 100 000	400 000	
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 100 000	400 000	
Engagements de garantie reçus d'etablissements de crédit et assimilés	-	-	

Engagements de garantie reçus d'établissements de credit et assimiles	-	-
COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	S (en	milliers MAD)
	30/06/2016	30/06/2015
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	479 938	450 580
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements	2 868	2 318
de crédit Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	477 069	448 262
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		-
Produits sur titres de propriété Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	-	
Autres produits bancaires	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	248 489	251 975
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	104 922	113 210
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	143 515	138 702
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location Autres charges bancaires	- 53	- 62
PRODUIT NET BANCAIRE	231 448	198 605
Produits d'exploitation non bancaire	30	563
Charges d'exploitation non bancaire	109	64
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	29 770	27 056
Charges de personnel	22 499	20 825
Impôts et taxes	797	414
Charges externes Autres charges générales d'exploitation	2 310 2 286	2 163 1 589
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations	2 200	1 569
incorporelles et corporelles	1 878	2 064
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES	433	2 687
IRRECOUVRABLES Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature		
en souffrance	433	2 687
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Autres dotations aux provisions	-	-
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	1 607	1 457
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 607	1 457
Récupération sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	-	-
RESULTAT COURANT	202 774	170 819
Produits non courants Charges non courantes	44 0	1 2 152
RESULTAT AVANT IMPOTS	202 818	168 667
Impôts sur les résultats	75 043	63 203
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	127 775	105 464



ETATS DE SYNTHESE

au 30 Juin 2016

ETAT DES SOLDES DE GESTION	(en mi	lliers MAD)
I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	30/06/2016	30/06/2015
(+) Intérêts et produits assimilés (-) Intérêts et charges assimilées	479 938 248 437	450 580 251 913
MARGE D'INTERET	231 501	198 668
(+) Produits sur immobilisations en crédit bail et en location (-) Charges sur immobilisations en crédit bail et en location	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION (*) Commissions perçues (-) Commissions servies	- - 53	- - 62
MARGE SUR COMMISSIONS	- 53	- 62
 (+) Résultat des opérations sur titres de transaction (+) Résultat des opérations sur titres de placement (+) Résultat des opérations de change (+) Résultat des opérations sur produits dérivés 	- - - -	- - -
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	-	-
(+) Divers autres produits bancaires (-) Diverses autres charges bancaires	-	:
PRODUIT NET BANCAIRE	231 448	198 605
 (+) Résultat des opérations sur immobilisations financières (+) Autres produits d'exploitation non bancaire (-) Autres charges d'exploitation non bancaire (-) Charges générales d'exploitation 	30 109 29 770	563 64 27 056
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	201 600	172 048
 (+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance (+/-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions 	- 1 174	1 230
RESULTAT COURANT	202 774	170 819
RESULTAT NON COURANT	75 043	- 2 152 63 203
(-) Impôts sur les résultats RESULTAT NET DE L'EXERCICE	127 775	105 464
	_	
II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2016	30/06/2015
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	127 775	105 464
(*) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	127 775 1 878	105 464 2 064
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (+) Dotations aux provisions pour risques généraux (+) Dotations aux provisions réglementées		
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (+) Dotations aux provisions pour risques généraux (+) Dotations aux provisions réglementées (+) Dotations non courantes		
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (+) Dotations aux provisions pour risques généraux (+) Dotations aux provisions réglementées (+) Dotations non courantes (-) Reprises de provisions (-) Plus values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (+) Dotations aux provisions pour risques généraux (+) Dotations aux provisions réglementées (+) Dotations non courantes (-) Reprises de provisions (-) Plus values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles (+) Moins values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (+) Dotations aux provisions pour risques généraux (+) Dotations aux provisions réglementées (+) Dotations non courantes (-) Reprises de provisions (-) Plus values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	(en m	illiers MAD)
	30/06/2016	31/12/2015
(+) Produits d'exploitation bancaire perçus (+) Récupérations sur créances amorties (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus (-) Charges d'exploitation bancaire versées (-) Charges d'exploitation non bancaire versées (-) Charges générales d'exploitation versées (-) Impôts sur les résultats versés	479 938 - 75 248 489 109 27 892 75 043	922 681 9 292 507 136 9 841 50 101 134 633
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	128 479	230 262
Variation des : (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés (+) Créances sur la clientèle (+) Titres de transaction et de placement (+) Autres actifs (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	846 254 255 - 7 890 - 108 464	- 3 151 - 911 116 - 3 440 - 269 582
(+) Dépôts de la clientèle (+) Titres de créance émis (+) Autres passifs	- 792 313 58 981	826 825 - 27 914
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	- 361 877	157 665
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	- 233 398	387 927
(+) Produit des cessions d'immobilisations financières (+) Produit des cessions d'immobilisations corporrelles et incorporelles (-) Acquisition d'immobilisations financières (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles (+) Intérêts perçus (+) Dividendes perçus	- - 820 - -	- - - 958 - -
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 820	- 958
 (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus (+) Emission de dettes subordonnées (+) Emission d'actions (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés (-) Intérêts versés (-) Dividendes versés (-) Autres 	- - - - - 156	- - - - 176 471 8 671
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	- 156	- 185 142
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV+V)	- 234 374	201 827
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	362 004	160 177
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	127 630	362 004
	***	64 4

129 653

129 653

107 528

107 528

(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (-) Bénéfices distribués

(+) AUTOFINANCEMENT

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévues par le "Plan Comptable des Etablissements de Crédit" entré en vigueur depuis le 01/01/2000

entré en vigueur depuis le 01/01/2000. Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur (lettre circulaire n° 25/G/97, circulaires n° 19/G/2002 et 38/G/2004), provisionnées à hauteur de :
- 20 % pour les créances pré-douteuses,
- 50 % pour les créances douteuses.
- -100 % pour les créances compromises.

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées. Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon la réglementation en vigueur. Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

ETAT DES DEROGATIONS		
INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
Dérogations aux principes comptables fondamentaux		_*
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	1 .	200
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Ne	

ETAT DES CHANGEMEN	ITS DE METHODES	
INDICATIONS DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		.ot
II. Changements affectant les règles de présentation	Né	ant
CREANCES SUB LES ETA	BLISSEMENTS DE	CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (en milliers MAD)								
CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2016	Total 31/12/2015		
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	125 504	5 865	-	-	131 369	367 312		
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-		
au jour le jour à terme	-	-	-	-	-	-		
PRETS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-		
au jour le jour	-	-	-	-	-	-		
à terme	-	-	-	-	-	-		
PRETS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-		
AUTRES CREANCES	-	-	-	-	-	-		
INTERETS COURUS A RECEVOIR	2 108	-	-	-	2 108	1 389		
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-		
TOTAL	127 612	5 865	-	-	133 477	368 701		



VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

				urs privés	Total	Total	
Titres	crédit et assimilés	publics	Financiers	Non financiers	30/06/2016	31/12/2015	
Titres côtés Bons du Trésor et valeurs assimi Obligations Autres titres de créance Titres de propriété Titres non côtés Bons du Trésor et valeurs assimi Obligations Autres titres de créance Titres de propriété			Né	ant			
TOTAL							

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES (en milliers MAD)									
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation d'acquisition comptable sy				derniers éta la société én		Produits inscrit au CPC de
	u activite	Social	au capitai eri %	global nette		Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat Net	l'exercice
Participations dans les entreprises liées		-	-	-	-	-	-	-	-
Autres titres de participation MAROCLEAR	Dépositaire central	20 000	0,125	25	25	31/12/2015	281 407	8 529	-
TOTAL PARTICIPATIONS EMPLOIS ASSIMILES				25 -	25 -	Ē	281 407	8 529	-
TOTAL GENERAL				25	25	-	281 407	8 529	

DETAIL DES AUTRES ACTIFS	(en n	nilliers MAD)
ACTIF	30/06/2016	31/12/2015
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Débiteurs divers	25 316	29 542
Sommes dues par l'Etat	24 563	28 982
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	-	-
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	753	560
Valeurs et emplois divers	05.074	
Comptes de régularisation	25 274	28 937
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	17 843	20 132
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	7 427	8 804
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	4	1
Autres comptes de régularisation	0	_
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
TOTAL	50 590	58 479

CREANCES SUBORDONNEES					(en mil	liers MAD)
ODEANOES SUBORDONNESS	Montant				Dont entreprises liées et apparentées	
CREANCES SUBORDONNEES	30/06/2016 31/			31/12/2015	30/06/2016	31/12/2015
	Brut	Provisions	Net	Net	Net	Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés Créances subordonnées à la clientèle		N	ear	t	Néa	nt
TOTAL						

NATURE	Montant brut	Montant des	Montant des cessions ou	Montant brut à la	Amort	issements		Provisions	Montant ne
NATURE	au début de l'exercice	acquisitions au cours de l'exercice	retraits au cours de l'exercice	fin de l'exercice		Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	fin de l'exe
Immobilisations données en créd de ni location avec option d'achat Crédit-bail sur immobilisations incorp. Crédit-bail mobilier en cours Crédit-bail mobilier en cours Crédit-bail imbolier en loué après no Crédit-bail immobilier en cours Crédit-bail immobilier en cours Crédit-bail immobilier loué Crédit-bail immobilier loué Crédit-bail immobilier loué Crédit-bail immobilier loué Crédit-bail immobilier loué Crédit-bail immobilier louí Crédit-bail immobilier louí Crédit-bail immobilier louí Crédit-bail con Crédit-bail immobilier louí Crédit-bail simbolier louí louí après Loyers courus à recevoir Loyers en souffrance Immobilisation données en location Biens mobiliers en location simple Biens immobiliers en location simple Loyers courus à recevoir Loyers restructurés Loyers restructurés Loyers impayés	corelles ésiliation s résiliation			N	69	nt			

CREANCES SUR LA CLIEI	CREANCES SUR LA CLIENTELE (en milliers MAD)						
	2 .	Secte	ur privé				
CREANCES	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 30/06/2016	Total 31/12/2015	
CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-	
Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-	
Créances commerciales sur le Maroc Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-	
Autres crédits de trésorerie	_	_	-		_	-	
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	-	3 5 1 3	3 5 1 3	1 682	
CREDITS A L'EQUIPEMENT	14 267 465	-	-	-	14 267 465	14 274 348	
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	-	25 424	25 424	26 315	
AUTRES CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-	
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	_	-	-	_	_	_	
INTERETS COURUS A RECEVOIR	358 832	-	-	-	358 832	588 065	
CREANCES EN SOUFFRANCE	14 020	_	_	_	14 020	31 928	
Créances pré-douteuses	1 334	-	-	_	1 334	18 596	
Créances douteuses	3 583	-	-	-	3 583	1 373	
Créances compromises	9 103	-	-	-	9 103	11 959	
TOTAL	14 640 317	-	-	28 937	14 669 255	14 922 336	

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCE	(en milliers MAD)
ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES	

	30/06	5/2016	31/12/2015		
Prêts Classiques	CREANCES	PROVISIONS	CREANCES	PROVISIONS	
CREANCES PREDOUTEUSES	1 505	55	20 977	772	
CREANCES DOUTEUSES	-	-	1 580	153	
CREANCES COMPROMISES	7 823	5 701	6 438	5 436	
Sous total 1	9 328	5 756	28 995	6 360	
Prêts MEN *	CREANCES	PROVISIONS	CREANCES	PROVISIONS	
CREANCES PREDOUTEUSES	-	-	-	-	
CREANCES DOUTEUSES	4 310	396	-	-	
CREANCES COMPROMISES	10 614	1 896	15 987	2 862	
Sous total 2	14 925	2 292	15 987	2 862	
TOTAL GÉNÉRAL	24 253	8 048	44 983	9 222	

^{*} Prêts pris en charge par le budget du Ministère de l'Education Nationale (MEN) pour la réalisation de projets dans le cadre de la convention signée entre le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'Education Nationale et le FEC.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES E	T CORPOR	ELLES	(en milliers MAD)		Amortis	sements et/o	ou provisions		1
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	amortis. et/ou provisions	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements Sur immo. Sorties		Montant net à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 691	602	-	19 293	17 925	329	-	18 254	1 040
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	18 691	602	-	19 293	17 925	329	-	18 254	1 040
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	118 495	218	-	118 713	62 224	1 548	-	63 773	54 941
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	82 879	181	-	83 060	32 435	822	-	33 257	49 802
Terrain d'exploitation	7 229	-	-	7 229	-	-	-	-	7 229
Immeubles d'exploitation, Bureaux	74 750	181	-	74 931	31 989	811	-	32 800	42 131
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	900	-	-	900	446	11	-	458	443
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	26 728	37	-	26 765	23 871	606	-	24 477	2 288
Mobilier de bureau d'exploitation	8 343	13	-	8 356	7 929	196	-	8 124	232
Matériel de bureau d'exploitation	878		-	878	810	11	-	821	56
Matériel informatique	14 999	24	-	15 022	13 136	326	-	13 463	1 560
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 509	-	-	2 509	1 995	74	-	2 068	440
Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.	8 889	-	-	8 889	5 9 1 9	120	-	6 038	2 850
Terrains hors exploitation		-	-		<u>-</u>		-		
Immeubles hors exploitation	5 545	-	-	5 545	2 952	69	-	3 021	2 524
Mobilier et matériel hors exploitation	2 081	-	-	2 081	1 723	48	-	1 771	310
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	1 263		-	1 263	1 243	3	-	1 246	16
TOTAL	137 186	820	-	138 006	80 149	1 878	-	82 026	55 980

بنك التمويل امحلي ∆BANQUE وFINANGEMENT LOGAL

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (en milliers MAD)							
DETTES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2016	Total 31/12/2015	
COMPTES ORDINAIRES CREDITEUR	S -	-	-	-	-	-	
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-		
au jour le jour	-	-	-	-	-	-	
à terme	-	-	-	-	-	-	
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	100 000	
au jour le jour	-	-	-	-	-		
à térme	-	-	-	-	-	100 000	
EMPRUNTS FINANCIERS	-	4 324 435	-	235 570	4 560 004	4 377 366	
AUTRES DETTES	-	-	-	167 817	167 817	164 200	
INTERETS COURUS A PAYER	-	58 619	-	3 950	62 568	40 360	
TOTAL	-	4 383 053	-	407 337	4 790 390	4 681 926	

DEPOTS DE LA CLIENTELE (en milliers MAD)

			Secteur privé			
DEPOTS	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèle	Total 30/06/2016	Total 31/12/2015
Comptes à vue créditeurs Comptes d'épargne Dépôts à terme Autres comptes créditeurs Intérêts courus à payer			Néar	t		
TOTAL						

Titres de créances négociables d'éc	Date chéance nominale unitaire 06/2017 100 100 100 100 100 100 100 100 100	ristiques Taux Mode de remboursem 4,81% In fine	Montant 4 401 500	Do Entreprises liées		(en milliers MAD) Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
NATURE DES TITRES jouissance d'éc d'éc négociables	Date chéance nominale unitaire 06/2017 100 100 100 100 100 100 100 100 100	Taux Mode de remboursement 4,81% In fine	ent	Entreprises	Autres	amorti des primes d'émission ou de
négociables	06/2017 100 06/2017 100	4,81% In fine	4 401 500			
Certificats de Dépôt Certificats de Dépôt O7/09/2010 O7/09 O7/09/2010 O7/09/2011 O	09/2016 100 09/2016 100 10/2016 100 11/2016 100 02/2017 100 02/2017 100 05/2017 100 05/2017 100 01/2017 100	4.81% In fine 3.40% In fine 3.40% In fine 3.22% In fine 3.32% In fine 2.71% In fine 2.63% In fine 2.63% In fine 2.65% In fine 4.64% In fine 4.93% In fine 2.65% In fine 2.66% In fine 2.66% In fine 2.60% In fine 4.40% In fine 4.40% In fine 4.40% In fine 4.293% In fine 2.88% In fine 2.88% In fine 2.88% In fine 2.88% In fine 3.08% In fine 3	300 000 150 000 260 000 70 000 330 000 250 000 350 000 350 000 202 500 200 000 200 000 65 000 350 000 350 000 350 000 350 000 350 000 350 000 350 000 350 000			Temboursement
	12/2029 100 12/2024 100	5,30% Amortissab 4,32% Amortissab 3,23% Amortissab 3,23% Amortissab Amortissab	e 792 400 151 000 720 000 e 60 000			

DETAIL DES AUTRES PASSIFS	(en milli	ers MAD)
PASSIF	30/06/2016	31/12/2015
Instruments optionnels vendus Opérations diverses sur titres Créditeurs divers Sommes dues à l'Etat Sommes dues aux organismes de prévoyance Sommes diverses dues au personnel Sommes diverses dues aux actionnaires et associés Fournisseurs de biens et services Divers autres créditeurs Comptes d'equistement des opérations de hors bilan Comptes d'éart sur devises et titres Résultats sur produits dérivés de couverture Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc Charges à payer et produits constatés d'avance Autres comptes de régularisation	94 865 33 092 1 327 49 805 59 592 8 182 305 7 654 223	35 188 31 202 1 285 1 608 1 092 8 877 492 8 161 8 161 8 161
TOTAL	102 047	44065



101112					
PROVISIONS (en milliers MAD)	Encours 31/12/2015	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2016
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	20 685	433	1 607	-	19 511
créances sur les établissements de crédit et assimilés créances sur la clientèle	9 222	- 433	- 1 607	-	8 048
titres de placement	9 222	-	-		- 0 040
titres de participation et emplois assimilés	-	-	-	-	-
immobilisations en crédit-bail et en location autres actifs	- 11 463		- 0	-	- 11 463
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	-	-	-	-	-
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change Provisions pour risques généraux					
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	20 685	433	1 607	-	19 511
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES					
ET FONDS SDECIALLY DE CADANTIE					

ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE (en milliers MAD)						
	Objet économique	Montant global	Montant 31/12/2015	Utilisation 30/06/2016	Montant 30/06/2016	
Subventions Fonds publics affectés Fonds spéciaux de garantie		Néa	nt			
TOTAL						

CAPITAUX PROPRES (en milliers MAD)						
	Encours 31/12/2015	Affectation du résultat		Encours 30/06/2016		
Ecarts de réévaluation	-	-		-		
Réserves et primes liées au capital	1 447 387	226 996	- 156	1 674 227		
Réserve légale	-	-	-	-		
Autres réserves	1 447 387	226 996	- 156	1 674 227		
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-		
Capital	1 000 000	-	_	1 000 000		
Capital appelé	-	-	-	-		
Capital non appelé	-	-	-	-		
Certificats d'investissement	-	-	-	-		
Fonds de dotations	1 000 000	-	-	1 000 000		
Actionnaires - Capital non versé	-	-	-	-		
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-		
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-		
Résultat net de l'exercice (+/-)	226 996	- 226 996	127 775	127 775		
TOTAL	2 674 383	-	127 620	2 802 003		

IUIAL 2 6/4 383	127 020	2 802 003
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE	(en mi	lliers MAD)
ENGAGEMENTS	30/06/2016	31/12/2015
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	4 786 827 -	4 530 927 -
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	4 786 827	4 530 927
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	4 786 827	4 530 927
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
Autres cautions et garanties données Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	2 100 000	400 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 100 000	400 000
Ouvertures de crédit confirmés	2 100 000	400 000
Engagements de substitution sur émission de titres	_	_
Autres engagements de financement reçus	_	_
Engagements de garantie recus d'établissements de crédit et assimilés	_	
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

ENGAGEMENTS SUR TITRES	(en milliers MAD)
	Montant
Engagements donnés Titres achetés à réméré Autres titres à livrer Engagements reçus Titres vendus à réméré Autres titres à recevoir	Néant

Autres titres à recevoir				
OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVE	S		(en n	nilliers MAD)
	Opérations	de couverture	Autres o	pérations
	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2016	31/12/2015
Opérations de change à terme Devises à recevoir Dirhams à livrer Devises à livrer Dirhams à recevoir Dont swaps financiers de devises Engagements sur produits dérivés Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt Engagements sur marchés de gré à de cours de change Engagements sur marchés de gré à de cours de change Engagements sur marchés de gré à d'autres instruments Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments		Néi	ant	

DETTES SUBORDO	DETTES SUBORDONNEES (en milliers MAD)						(en milliers MAD)			
	Montant en				Conditions de	Montant de l'emprunt	Dont entrep	orises liées	Dont entreprises	apparentées
	monnaie de		Taux	Durée (2)		en monnaie nationale	Montant (c/v MAD)	Montant (c/v MAD) 31/12/2015	Montant (c/v MAD) 30/06/2016	Montant (c/v MAD) 31/12/2015
	Néant					Néant			Néant	

- (1) Cours Bank Al-Maghrib au 30/06/2016
- (2) Eventuellement indéterminée
- (3) Se référer au contrat de dettes subordonnées

VALEURS ET SURETES RECUES	ET DONNI	EES EN GARANTIE	(en milliers MAD)
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons duTrésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles	380 000	Compte 2313	- - 380 000 -
TOTAL	380 000		380 000
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles		Néan	t
TOTAL			

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

(en milliers MAI

	D≤1 mois	1 mois < D≤3 mois	3 mois < D≤1 an	1an <d≤5ans< td=""><td>D>5 ans</td><td>TOTAL</td></d≤5ans<>	D>5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	131 369	-	-	-	-	131 369
Créances sur la clientèle	106 152	102 068	929 397	4 574 499	8 507 607	14 219 723
Titres de créance	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	237 521	102 068	929 397	4 574 499	8 507 607	14 351 092
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	32 261	154 851	372 024	1 533 843	2 467 025	4 560 004
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de créance émis	48 000	-	723 267	4 008 567	2 298 400	7 078 233
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	-
TOTAL	80 261	154 851	1 095 291	5 542 410	4 765 425	11 638 238

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE

(en milliers MAD)

		Montant des risques dépassant 10% des fonds propr			
Nombre	Montant global des risques	Crédits par décaissement	Crédit par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	
1	2 009 980	1 799 626	210 354	-	

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

(en milliers MAD)

BILAN	Montant
ACTIF	-
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-
Créances sur la clientèle	-
Titres de transaction et de placement et d'investissement	-
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
PASSIF	407 766
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	407 337
Dépôts de la clientèle	407 337
Titres de créance émis	
Autres passifs	429
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
HORS BILAN	Montant
Engagements donnés	-
Engagements reçus	-

MARGE D'INTERET

	30/06/2016	30/06/2015
Intérêts perçus	479 938	450 580
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	2 868	2 3 1 8
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	477 069	448 262
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
Intérêts servis	248 437	251 913
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	104 922	113 210
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle		
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	143 515	138 702
MARGE D'INTERÊT	231 501	198 668

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE (en milliers MAD)

CATEGORIE DE TITRES	Produits perçus
Titres de placement Titres de participation Participations dans les entreprises liées Titres de l'activité de portefeuille Emplois assimilés	Néant
TOTAL	

COMMISSIONS (en milliers MAD)

	Montant
Commissions perçues	-
Sur opérations avec les établissements de crédit	-
Sur opérations avec la clientèle	-
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
Sur moyens de paiement	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	-
Commissions versées	53
Sur opérations avec les établissements de crédit	45
Sur opérations avec la clientèle	-
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	8
Sur moyens de paiement	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	-

Produits et charges	30/06/2016	30/06/20
Produits Gains sur les titres de transaction Plus-value de cession sur titres de placement Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement Gains sur les produits dérivés Gains sur les opérations de change Charges Pertes sur les titres de transaction Moins value de cession sur titres de placement Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement Pertes sur les produits dérivés Pertes sur les produits dérivés Pertes sur opérations de change	Nea	int

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION (en milliers MAD)		
Charges	Montant	
Charges du personnel	22 499	
Impôts et taxes	797	
Charges externes	2310	
Autres charges générales d'exploitation	2 286	
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	1 878	
TOTAL	29 770	

AUTRES PRODUITS ET CHARGES (en milliers MAD)

	Montant
Autres produits et charges bancaires	53
Autres produits bancaires	-
Autres charges bancaires	53
Produits et charges d'exploitation non bancaires	139
Produits d'exploitation non bancaires	30
Charges d'exploitation non bancaires	109
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrecouvrables	433
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	1 607
Produits et charges non courants	44
Produits non courants	44
Charges non courantes	0

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS (en milliers MAD)

I- DATATION

Date de clôture (1)
Date d'établissement des états de synthèse (2)

30/06/2016 Septembre 2016

 (1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice
 (2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ERE} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements		
	Favorables	. nt	
	Défavorables	Negura	

EFFECTIFS (En nombre)

EFFECTIFS	30/06/2016	31/12/2015
Effectifs rémunérés	104	105
Effectifs utilisés	104	105
Effectifs équivalent plein temps	104	105
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	94	95
Employés (équivalent plein temps)	10	10
Dont effectifs employés à l'étranger	-	-



Dispositif de Gestion Globale des Risques

Gestion intégrée des risques 1.1 Principes de contrôle et de gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance de la gestion des risques au Fonds d'Equipement Communal repose sur:

- Conseil l'engagement résolu du d'Administration à privilégier la gestion des risques;
- la forte implication de l'ensemble de l'encadrement de l'institution dans processus
- des procédures et des responsabilités clairement définies au l'organisation;
- l'attribution de ressources appropriées pour la gestion des risques et le développement d'une sensibilité aux risques chez toutes les parties prenantes.

1.2 Structure et gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance et la gestion des risques sont assurées par les instances décrites ciaprès :

Organe d'Administration

Le Conseil d'Administration du FEC approuve la politique globale de gestion des risques ainsi que les orientations stratégiques de gestion de chaque risque pris individuellement.

Le Conseil d'Administration est présidé par le Chef du Gouvernement ou par l'Autorité Gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

- Il comprend, en outre, les membres suivants:
- représentants du Ministère l'Intérieur
- Ministère 2 représentants du l'Economie et des Finances
- · 1 représentant du Ministère de la Santé :
- représentant du Ministère l'Equipement et du Transport ;
- 1 représentant du Ministère de l'Energie
- Le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion ;
- · Des membres représentant les élus : 8 conseillers communaux désignés parmi les conseillers communaux figurant sur une liste établie à cet effet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins du FEC l'exigent et au moins deux fois par an.

Le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du FEC, conformément aux textes en vigueur, assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Comité d'Audit et des Risques

Le Conseil d'Administration a institué en son sein, conformément aux nouvelles dispositions légales et réglementaires, relatives au contrôle interne des établissements de Crédit, un Comité d'Audit et des Risques.

Le Conseil d'Administration avait été assisté auparavant, par un Comité d'Audit, chargé de l'évaluation du système de contrôle interne

Le Comité d'Audit et des Risques est chargé notamment de porter son appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et sur la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Instance Dirigeante

La Direction Générale du FEC évalue l'efficacité du processus de gestion des risques et procède à un examen régulier des politiques, stratégies et initiatives clés en matière de gestion des risques.

La Direction Générale effectue deux fois par an (ou plus souvent si circonstances l'exigent) des présentations devant le Conseil d'Administration sur les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de gestion des risques.

Comité de Crédit

Le Comité de Crédit est chargé d'examiner de consentir les prêts dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Crédit du FEC comprend. outre le Wali Directeur Général du FEC, Président :

- Ministère de l'Intérieur :
- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Economie et Finances:
- 1 représentant désigné par la Caisse de Dépôt et de Gestion.

Le Comité de Crédit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins une fois par mois.

Comité des Risques interne

Le Comité des Risques, présidé par le Wali Directeur Général du FEC, se charge notamment de :

- valider la stratégie globale de gestion des risques du FEC et de s'assurer de sa mise en œuvre :
- valider les procédures formelles de gestion des risques en vérifiant leur conformité avec les exigences réglementaires ;
- assurer le suivi et l'évaluation des dispositifs de prévention des risques mis en place par le FEC;
- · veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité d'Audit et des Risques et de celles des intervenants du contrôle externe en matière de prévention
- examiner les informations relatives à la gestion des risques et s'assurer de leur fiabilité, avant leur transmission aux tiers.

Direction des Risques et Contrôle

Permanent

En application des nouvelles exigences réglementaires relatives au interne, le FEC a mis en place la fonction de contrôle permanent. La responsabilité de cette fonction a été confiée à la Direction des Risques.

La Direction des Risques et Contrôle Permanent est chargée notamment de s'assurer de la fiabilité et de la sécurité des opérations réalisées par le FEC ainsi que de la mise en œuvre de processus efficaces de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques.

Audit Interne

L'Audit Interne est chargé des opérations d'audit portant sur l'organisation, procédures et le fonctionnement du FEC.

Cette entité assure la réalisation des missions d'audit ainsi que la préparation et le suivi des réunions du Comité d'Audit et des Risques.

L'Audit Interne est également chargé d'apporter l'assistance nécessaire aux intervenants du contrôle externe d'assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

Fonction Conformité

La fonction Conformité est chargée du suivi de la conformité des opérations et des actes du FEC au regard des dispositions légales et réglementaires, applicables au

Elle est également chargée de la mise en œuvre et du suivi du code déontologique applicable au personnel du FEC

Exposition aux risques

Les risques associés aux activités du Fonds d'Equipement Communal sont les suivants:

de crédit: risque qu'une Risque contrepartie ne puisse pas honorer ses obligations contractuelles.

Risque de liquidité : se rapporte au risque que le FEC ne puisse pas satisfaire aux demandes de liquidités et s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Risque de taux d'intérêt: Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges du FEC, ses revenus et sa valeur économique.

Risques opérationnels : risques de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables aux procédures, humaines, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Risque de non conformité: correspond au risque de non-conformité aux lois, règlements et directives réglementaires applicables.

2 représentants désignés par le Risque de change : dû aux fluctuations des taux de change.

2.1 Risque de Crédit

Le FEC est exposé au risque de crédit en raison de son activité d'octroi de prêts.

Politique générale des prêts

Le FEC exige de ses clients un effort d'autofinancement d'au moins 20% du coût de l'investissement, sauf pour des exceptions justifiées et agrées par le Comité de Crédit.

Les taux appliqués sont soit des taux fixes soit des taux révisables sans distinction entre les catégories des emprunteurs.

remboursement des prêts s'effectue au moyen de versements annuels, comprenant principal et intérêts.

Prise de décision

La Direction des Risques et contrôle permanent se charge de l'agrément du projet à financer et apprécie le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit ainsi que la capacité du client à mener à bien son projet.

Le Comité de Crédit décide de l'octroi du prêt. Ce dernier est agréé par un arrêté conioint signé par Ministres de les l'Intérieur et de l'Economie et des **Finances**

Processus de gestion du risque de crédit

la réception d'une demande de financement d'un projet et en fonction de sa taille. la Direction des Grands Proiets ou la Direction des Crédits d'Equipement, relevant toutes deux du Pôle Opérations, procède à l'évaluation du projet et à l'analyse de la qualité financière du client.

L'évaluation du projet à financer repose sur une connaissance approfondie du client, de la nature de l'investissement à réaliser et du montage financier mis en place.

L'analyse de la situation financière du client porte sur les données budgétaires des comptes administratifs approuvés des trois dernières années, et des budgets approuvés respectifs ainsi que sur les données du budget prévisionnel de l'année en cours.

Une analyse rétrospective est établie dans un premier temps, afin de dégager les d'évolution tendances des principales rubriques budgétaires de la collectivité locale.

Dans un second temps, une analyse prospective est effectuée sur la base des tendances observées afin de mesurer. dans le temps, l'évolution de la capacité d'emprunt de la collectivité locale.

Le calcul de la capacité d'emprunt intègre les principes suivants :

- la capacité de remboursement de la collectivité est fonction du niveau d'épargne dégagé ;
- l'épargne maximale convertible en annuité ne doit pas dépasser 80% de l'épargne brute ;
- le taux d'endettement maximum ne doit pas être supérieur à 40%.

Préalablement à tout agrément de prêt, la Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit en se basant sur :

- L'analyse du contenu du dossier-client : données générales et juridiques, données financières et techniques.
- L'analyse de la situation financière rétrospective et prospective du client, ce qui permet de déterminer la qualité financière intrinsèque de celui-ci et d'apprécier divers ratios d'endettement, de solvabilité ainsi que d'autofinancement.
- L'appréciation de la qualité du client sur base de l'historique remboursements des prêts déjà contractés et de la situation de ses arriérés vis-à-vis du FEC.
- L'appréciation de l'évaluation du projet la base de ratios techniques communément admis par type de projets.
- Jugement de la nécessité d'assortir, le prêt à consentir à la fourniture de garanties et proposition des mesures de correction de risque à mettre en place. Les conditions Générales d'octroi de

Au même titre que les autres dettes des Collectivités Locales, les annuités d'emprunt FEC sont assorties de l'obligation légale d'inscription dans leurs budgets.

Les contrats de prêts FEC prévoient :

- · l'engagement l'emprunteur communiquer au FEC durant la vie du prêt les budgets et les comptes administratifs dès leur approbation;
- clause suspensive une décaissements en cas de détérioration de la situation financière de l'emprunteur ;
- clause suspensive décaissements en cas de retard de paiement dépassant 30 jours ;
- une clause suspensive de tout nouvel engagement en cas de retard de paiement dépassant 90 jours

Profil de solvabilité

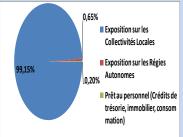
A fin Juin 2016:

Les risques nets pondérés supportés par le FEC se sont établis à 3.857.977 Milliers de DH et sont constitués à hauteur de 90% du risque de crédit et de 10% du risque opérationnel.

le respect des Dans exigences prudentielles, le ratio de solvabilité et le ratio Tier One se sont établis à 72,57%, reflétant ainsi le bon niveau de solvabilité de l'Institution.

Analyse du portefeuille de crédit

Les créances sur la clientèle constituées de 99,15% d'engagements au profit des Collectivités Locales, ont totalisé 14.679.488 Milliers de DH au 30 Juin



Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle se portent, au 30/06/2016, à 4.786.827 Milliers de DH et concernent :

- les prêts classiques :
- les prêts "MEN" octroyés pour la mise à niveau et la réhabilitation établissements scolaires dans le cadre d'une convention de partenariat conclue entre le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère de l'Education Nationale et le FEC
- les prêts accordés aux régies autonomes dans le cadre de consortiums bancaires.

L'analyse de la situation des engagements hors bilan arrêtée au 30 Juin 2016, fait ressortir que 78% du volume global correspond à des prêts récents engagés depuis moins de 3 ans.

Provisions, politique provisionnement et couverture des risques de crédit

La Direction Comptabilité & Reporting se charge du processus de classement et de provisionnement des créances souffrance.

Les créances sur les collectivités locales sont affectées d'un taux de pondération de

politique de classification et de provisionnement est conforme dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib.

Coefficient de Division Des Risques

Le FEC veille en permanence, au respect du rapport maximum de 20% entre le total des risques encourus sur un même client et ses fonds propres.

Dans le cadre des demandes de financement, les entités opérationnelles ainsi que la Direction des Risques et Contrôle Permanent s'assurent du respect du coefficient de division des risques, lequel est également suivi par la Direction Comptabilité et Reporting.

Le coefficient de division des risques s'établit, selon les modalités de la nouvelle circulaire n°08/G/2012 de Bank Al-Maghrib (entrée en vigueur en 2013) à 14,36% à fin Juin 2016, se situant ainsi en dessous du seuil réglementaire fixé par BAM.

En application de la directive n°2/G/2010 de Bank Al-Maghrib, relative à la pratique des stress tests et dans le but de renforcer les outils de mesure et d'appréciation du risque crédit, des stress test ont été effectués afin d'évaluer le degré d'aversion du FEC à ce risque.

Les résultats issus des stress test minimaux au sens de ladite directive, incorporant des changements potentiels dans la composition du portefeuille du témoignent de la capacité FEC. de résistance du FEC au risque crédit. Le FEC affiche dans l'ensemble des scénarii un ratio de solvabilité supérieur au seuil réglementaire et un taux des créances en souffrance ne dépassant pas 2%.

2.2 Gestion Actif/Passif

Responsables de la gestion Actif/Passif La Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge de la gestion Actif/Passif.

Le Comité des Risques se charge de la validation de la politique relative à la Actif/Passif. Ses réunions gestion constituent l'occasion d'examiner le profil de taux et de liquidité de l'Institution. l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et la présentation de la structure du bilan.

Gestion Actif/Passif

Le FEC est doté d'une application « Gestion Financière - ALM » qui s'intègre dans son système d'information et qui permet de mieux appréhender la gestion des risques financiers inhérents à ses activités, notamment les risques de liquidité et de taux d'intérêt.

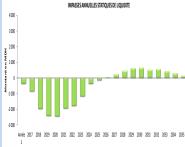
Le rapport de gestion Actif/Passif est établi semestriellement et est soumis Direction Générale et au Comité des Risques.

Risque de Liquidité

La gestion du risque de liquidité est basée la détermination des impasses prévisionnelles statiques et dynamiques de liquidité à court, moyen et long termes et sur l'analyse de la structure du bilan. Cette approche permet d'avoir une vision globale sur le profil de liquidité de l'Institution.

Exposition au 30 Juin 2016

Les impasses de liquidité en stock s'affichent au 30 Juin 2016 comme suit :



Risque de Taux

Pour le suivi du risque de taux, il est procédé au calcul des gaps de taux et à l'analyse de la structure du bilan par type de taux, ce qui permet de mesurer et d'anticiper l'exposition au risque de taux par une confrontation des emplois aux ressources par bandes de maturités.

Exposition au 30 Juin 2016 Les Gaps de taux en stock se présentent



2.3 Risques Opérationnels **Organisation et Gouvernance**

Au cours des dernières années et conformément aux dispositions de Bank Al-Maghrib et aux principes de bonne gouvernance, le FEC a mis en place un dispositif de contrôle interne évolutif qui

d'assurer la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables produites:

de s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux lois et règlements en vigueur et selon orientations et normes de gestion définies par l'Organe de Direction et l'Organe d'Administration;

de prévenir et de maîtriser les risques liés à son activité à travers des procédures bien définies et régulièrement contrôlées.

La Direction Générale supervise le dispositif de gestion des risques opérationnels et assure le suivi des actions entreprises pour son renforcement.

Le Comité des Risques se charge de valider la politique de gestion des risques opérationnels, la stratégie de continuité d'activité et de gestion de crise.

Cadre Général

Le FEC a entrepris plusieurs actions pour renforcement du dispositif de contrôle interne et la mise en place du socle nécessaire pour la construction d'un dispositif de gestion des risques opérationnels robuste et pérenne adossé aux meilleures pratiques et conforme aux exigences réglementaires :

Mécanisme de délégations signatures

Le FEC a mis en place un mécanisme évolué de délégations de signatures, basé sur une définition précise des pouvoirs et une délimitation claire des responsabilités. Ce mécanisme répond aux principes suivants:

Le principe de double signature est obligatoire pour toutes les opérations affectant les comptes du FEC ou d'autres éléments de son actif;

La séparation entre l'initiation et l'exécution d'une part, et le contrôle d'autre part:

Les remplacements systématiquement prévus d'absence ou d'empêchement d'une personne de sorte à éviter des blocages de situations.

Manuel de procédures générales

FEC est doté d'un manuel de I e procédures générales couvrant tous les processus fonctionnels des domaines Métiers Support. et cartographie générale des processus et procédures a été élaborée selon les exigences de la norme Qualité ISO 9001 V2008.

Par ailleurs, l'intégration de l'outil de modélisation MEGA process a permis d'avoir un référentiel des procédures unique, structuré et accessible par tous les collaborateurs du FEC à travers un site intranet. Ce référentiel fait l'objet d'une maintenance évolutive régulière.

procédures Manuel de d'organisation comptable

FEC est doté d'un manuel de procédures et d'organisation comptable permettant de s'assurer que :

toutes les opérations réalisées par le FEC sont fidèlement traduites en enregistrements comptables;

les enregistrements tous sont conformes aux Plan Comptable des Etablissements de Crédit et à réglementation en vigueur ;

· toutes les informations financières et comptables diffusées en interne et externe sont fiables. complètes et intelligibles pour ses utilisateurs.

Manuel de communication financière

Le FEC dispose également d'un manuel de communication.

Manuel de contrôle interne

Conformément à la réglementation en viqueur et aux meilleures pratiques en la matière, le FEC est doté d'un manuel de contrôle interne lui permettant de veiller à la régularité et à la bonne application des procédures mises en place ainsi qu'à la formalisation des points de contrôle.

Plan de Continuité d'Activité

Le FEC dispose, conformément aux dispositions de la circulaire n°4/W/2014 et de la directive n°47/G/2007 de Bank Al-Maghrib, d'un Plan de Continuité d'Activité approuvé par le Conseil d'Administration, lui permettant d'assurer le fonctionnement continu de son activité, de traiter les risques susceptibles de se concrétiser et de limiter les pertes engendrées.

La mise en œuvre du PCA a porté notamment sur la mise en place de :

- Dispositifs de continuité Système d'Information;
- Dispositifs de continuité logistique ;
- Dispositifs de continuité ressources humaines
- Dispositifs de continuité des opérations. Afin d'assurer le maintien opérationnel des dispositifs mis en place, un plan de maintenance et du développement du PCA du FEC a été arrêté et les actions y afférentes sont mises en œuvre.

Gestion des risques opérationnels

Le FEC est doté d'une cartographie des risques opérationnels qui a été reconstruite en 2010 en s'appuvant sur la typologie Bâle II et dont la mise à jour s'effectue annuellement. Cette cartographie couvre les processus relevant des domaines crédit, support et systèmes d'information et permet de cibler les processus nécessitant une surveillance particulière ou renforcée.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au FEC, dans le cadre de la réforme Bâle II application de la Directive n°29/G/2007 émise par Bank Al Maghrib, permet l'identification, l'évaluation des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques maieurs identifiés. Ce dispositif a été complété en 2011 par une base de collecte des incidents qui permet de dégager une vision des risques encourus et la objective réévaluation de ces risques par les résultats de la collecte des incidents opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels est entièrement automatisé suite au déploiement d'une application SI, permettant d'assurer

l'identification, l'évaluation surveillance des risques opérationnels à travers la cartographie des risques.

- · La conciliation de la cartographie des risques avec le manuel des procédures générales.
- Le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés.
- La collecte des incidents liés aux risques opérationnels.

Organisation

Sur le volet organisationnel, le pilotage du dispositif de gestion du risque opérationnel est assuré par la Direction des Risques et Contrôle Permanent. Cette dernière s'appuie sur des correspondants risques opérationnels (CRO) au niveau des Entités métiers et Supports.

Ces CRO se chargent de la remontée d'incidents opérationnels, de l'analyse de la base de collecte de ces incidents et de la mise en œuvre des plans d'action de couverture des risques majeurs.

A cet effet, une procédure de collecte et de remontée des incidents opérationnels ainsi qu'une fiche de déclaration de la survenance d'un incident opérationnel ont été élaborées et mises à la disposition des CRO afin d'outiller la démarche de collecte et de remontée des incidents.

La gouvernance des risques opérationnels est assurée par le Comité des Risques

Couverture des risques opérationnels

Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux exigences minimales en fonds propres, le FEC procède depuis Décembre 2011 à la couverture des risques opérationnels.

L'exigence en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels est calculée selon l'approche "indicateur de base", soit égale à 15% de la moyenne du produit net bancaire, calculée sur les 3 dernières années

2.4 Risques de Non Conformité

Conformément à la circulaire n°4/W/2014 et à la directive n°49/G/2007 de Bank Al-Maghrib, le FEC s'est doté d'une politique de conformité et d'une cartographie des risques de non-conformité.

2.5 Risque de Change

La couverture du risque de change afférent la majorité des emprunts extérieurs mobilisés par le FEC est prise en charge par l'Etat (Ministère de l'Economie et des Finances/Direction du Trésor et des Finances Extérieures) moyennant rémunération, dans le cadre d'un système propre à chaque ligne de prêt.



Deloitte.

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

ATTESTATION DE REVUE LIMITEE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2016

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire du Fonds d'Equipement Communal comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et les états des informations complémentaires (ETIC) ci-joints relatifs à la période du 1st janvier au 30 juin 2016. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 2.802.003, dont un bénéfice net de KMAD 127.775, relève de la responsabilité des organes de gestion du Fonds.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux Nous avons effectue notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel du Fonds et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la out a vasc de notre écame mante, nous navous pas reteve de nuis qui nous anssent penset que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds d'Equipement Communal arrêtés au 30 juin 2016, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 28 septembre 2016

FIDAROG GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR

DELOITTE AUDET

Ahmed BENABDELKHALEK

Les Commissaires aux Comptes